Fondation Jean Jaurès

Démocratie

LA DEUXIÈME RÉVOLUTION CONSERVATRICE : COMMENT LA DROITE ET L'EXTRÊME DROITE ONT CONVERGÉ

Paul Magnette

25/06/2025

Le retour de Donald Trump à la tête des États-Unis constitue un tournant politique majeur. Pour Paul Magnette, député fédéral et président du Parti socialiste belge, il s'agit d'une deuxième révolution conservatrice actant la disparition de ce qui distinguait la droite classique de l'extrême droite, et leur convergence. S'appuyant sur de multiples exemples sur la scène politique européenne, il décrypte les marqueurs doctrinaux de cette nouvelle synthèse idéologique. Face à cette vague réactionnaire, la gauche peut-elle reprendre l'offensive ?

Le retour de Donald Trump à la tête des États-Unis constitue un tournant politique majeur, dont nous commençons seulement à prendre toute la mesure. Comme Reagan, il y a un demi-siècle, Trump est devenu le nom d'une chose, le symbole d'un mouvement qui dépasse très largement sa personne, son discours ou sa pratique du pouvoir. Replacé dans une perspective longue, le trumpisme apparaît comme une deuxième « révolution conservatrice », dont les racines sont profondes, et qui n'en est probablement qu'à ses commencements. La première « révolution conservatrice », incarnée par Reagan, avait été la réponse politique de la droite à la crise lancinante de l'État social. Le ralentissement de la croissance à la fin des Trente Glorieuses, la volonté des multinationales et du monde de la finance de s'affranchir des régulations étatiques, la baisse du soutien public aux politiques redistributives avaient permis à la droite américaine de former une nouvelle synthèse. Alliant un agenda néolibéral sur le plan économique, une vision traditionaliste de la société et de la famille sur le plan moral, et le retour à des politiques impérialistes sur le plan international, le reaganisme avait donné un air de nouveauté à de vieilles traditions idéologiques, et cette nouvelle vague avait rapidement gagné l'Europe, où Thatcher, Berlusconi, Sarkozy, et beaucoup d'autres, dont l'histoire a oublié le nom, s'inscrivirent dans le sillon tracé par Reagan, contribuant à la diffusion et à l'implantation durable de ce nouveau paradigme. Trump reproduit le geste reaganien. À l'échec du néolibéralisme, évident depuis la crise

financière de 2008, il apporte une réponse consistant à radicaliser la première révolution conservatrice. Sur le plan économique, le trumpisme défend une ligne libertarienne pure, dénonçant toute forme de régulation économique et de redistribution des richesses ; sur le plan moral, il banalise les discours racistes, sexistes et homophobes issus de l'extrême droite ; sur le plan géopolitique, il oscille entre impérialisme et opportunisme ; et sur le plan politique, il pousse à son paroxysme la vision illibérale de la démocratie, prenant de front toutes les formes de contre-pouvoir.

Pour nous Européens, Trump agit comme un révélateur. Sa victoire et la fascination qu'il exerce sur les droites européennes nous font voir que ce qui distinguait la droite classique de l'extrême droite est en train de disparaître. La deuxième révolution conservatrice, dont Trump est le nom, offre une base idéologique commune aux deux droites, qui leur permet d'élargir le spectre de leur soutien électoral et d'accéder ensemble au pouvoir. Au gré d'emprunts et d'alignements réciproques, la frontière entre la droite traditionnelle et l'extrême droite s'est brouillée, souvent au point de s'annuler. La critique de l'« assistanat », thème classique de la droite depuis le milieu du XIX^{e} siècle, était aussi un thème central de la rhétorique fasciste des années 1930[1], et elle demeure le cœur des convergences de la droite et de l'extrême droite aujourd'hui. Un racisme implicite – dénonçant plus ou moins ouvertement les dangers que les populations d'origine étrangère, et en particulier les musulmans, font peser sur la sécurité, sur l'accès aux aides sociales et sur le « mode de vie européen », thème issu de l'extrême droite – est désormais entonné sans complexe par la droite historique. La dénonciation du « wokisme », qui se focalise sur des thèmes tels que la transidentité, l'écriture inclusive ou l'éducation affective et sexuelle, forme un nouveau thème commun à la droite et à l'extrême droite, réactivant la défense de la « famille traditionnelle » et de « l'ordre naturel ». La critique des politiques climatiques, mêlant confiance aveugle dans les technologies et revalorisation des terroirs, contribue de la même manière à fusionner les registres des deux droites. Les attaques contre les contre-pouvoirs – journalistes, fonctionnaires, mondes de la culture et de la recherche, syndicats et militants associatifs –, angle traditionnel de l'extrême droite, et qui furent longtemps une ligne de démarcation avec la droite classique, attachée aux conceptions libérales du pluralisme politique et de l'État de droit, constituent désormais un terreau commun.

Cette nouvelle synthèse idéologique permet aux deux droites, classique et extrême, de n'en former plus qu'une, et d'accéder ensemble au pouvoir. Le cordon sanitaire, que les partis conservateurs européens avaient longtemps brandi pour maintenir l'extrême droite aux lisières du pouvoir, ne tient plus qu'à un fil. Une première brèche était apparue en Autriche en 2000, quand le FPÖ (Freiheitliche Partei Österreichs, Parti de la liberté d'Autriche), un parti aux racines nazies avérées, s'était associé aux conservateurs de l'ÖVP (Österreichische Volkspartei, Parti populaire autrichien)

– ce qu'ils firent à nouveau en 2017, et tentèrent encore en 2024, sans succès cette fois. Le mouvement n'a cessé, depuis lors, de s'étendre[2]. L'extrême droite s'est d'abord installée au pouvoir en Hongrie et en Pologne, en Croatie et en Slovaquie. Tant que le phénomène était cantonné à l'Europe centrale, il semblait pouvoir s'expliquer par la fragilité des traditions démocratiques de ces pays, marqués par les dérives nationalistes et par l'expérience communiste – c'est en tout cas ce qu'aimaient à penser les élites occidentales pour se rassurer. Mais le rapprochement des droites traditionnelle et extrême ne s'est pas arrêté là : au cours des deux dernières années, Giorgia Meloni est arrivée à la tête du gouvernement italien, et des partis d'extrême droite ont été intégrés aux coalitions gouvernementales aux Pays-Bas, en Finlande et dans certaines régions espagnoles[3]. Ils ont soutenu des gouvernements conservateurs minoritaires en Suède et en France, et ils bénéficient d'une vice-présidence au sein de la Commission européenne, à la demande expresse d'Ursula von der Leyen[4]. Marginal il y a vingt ans, le rapprochement de la droite classique et de l'extrême droite est désormais la tendance lourde de la politique européenne, d'Est en Ouest, et du Nord au Sud.

Recevez chaque semaine toutes nos analyses dans votre boîte mail

Abonnez-vous

Comment la convergence entre la droite et l'extrême droite s'est opérée

La mort de Jean-Marie Le Pen a rappelé ce que certains avaient oublié : l'extrême droite a été, depuis sa fondation et jusqu'à une époque récente, un mouvement que l'on peut qualifier, sans excès de langage, de néofasciste[5]. Issu dans la droite ligne des réseaux associés aux partis fascistes d'avant-guerre, entretenant des liens ambigus avec les groupuscules violents, ouvertement raciste, antisémite et négationniste, résolument anti-parlementaire, antiféministe, homophobe, néolibéral sur le plan économique, anti-européen et climatosceptique, recourant dans sa rhétorique à toutes les provocations et à toutes les outrances, le Front national représentait l'extrême droite dans sa forme chimiquement pure – ce qui ne l'a pas empêché d'accéder au second tour de l'élection présidentielle en 2002, où il n'a été battu que grâce à un vote de barrage de la droite républicaine et de toutes les gauches.

Le souvenir de ce moment traumatique conduit parfois, à gauche, à sous-estimer les évolutions qui se sont produites depuis lors. Si l'extrême droite est devenue si puissante, en France et dans toute l'Europe, ce n'est pas seulement parce qu'elle a pu s'appuyer sur un tissu toujours plus dense de médias et de réseaux sociaux favorables à ses thèses, mais aussi parce que, mesurant les évolutions sociétales et cherchant à élargir sa base idéologique et sociale, elle a fait évoluer sa doctrine, son discours et sa stratégie, et forcé la droite classique à s'inscrire dans son sillage.

Du racisme biologique à l'islamophobie

Le cas français est l'illustration la plus emblématique de la manière dont le discours raciste de l'extrême droite s'est transformé et enraciné au cours de la dernière décennie. Le Front national de Jean-Marie Le Pen était ouvertement raciste et antisémite. Tant sur le fond que dans la forme, il s'inscrivait de ce point de vue dans la continuité directe des mouvements fascistes d'avant-guerre. Mais ses successeurs ont compris que la société française se transformait, et que maintenir ce registre historique les confinerait dans un espace politique étroit. La croyance dans l'existence de races biologiques s'est amenuisée dans toutes les sociétés européennes depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale. L'élévation du niveau d'éducation, le renouvellement des générations et la diversification des sociétés européennes liée aux mouvements migratoires d'après-guerre ont accru la tolérance vis-à-vis des « autres religions[6] ». Les législations nationales ont accentué ces évolutions, en faisant du racisme, de la xénophobie, de l'antisémitisme et du négationnisme des délits, ce qui a forcé l'extrême droite à euphémiser son discours pour éviter les condamnations pénales[7]. Le racisme n'a pas disparu, mais il a changé de forme, il est devenu plus culturel que biologique, et il a trouvé dans la stigmatisation de l'islam et des communautés de culture musulmane son nouvel ancrage. L'extrême droite joue, pour maintenir son registre raciste tout en se dédouanant du procès en xénophobie, de la distinction latente entre les « bons immigrés » (de culture européenne et judéo-chrétienne) et les musulmans (et dans une moindre mesure les Subsahariens ou les Asiatiques), à qui l'on reproche de conserver leur confession et leurs habitudes alimentaires et vestimentaires, voire à qui l'on prête l'intention d'imposer leur « mode de vie » à celui des « Européens de souche ». La frontière du racisme s'est déplacée, et l'intégration européenne y a involontairement contribué, en favorisant la libre circulation des citoyens européens, et en traçant une nouvelle ligne de partage avec les « ressortissants des pays tiers ». Cela a permis à l'extrême droite de brandir l'exemple des immigrés italiens, espagnols ou portugais, qui ont pu s'intégrer aux sociétés nord-européennes grâce à leur travail et au soutien scolaire apporté à leurs enfants, pour dénoncer, par contraste, le refus présumé des personnes de culture musulmane d'adopter les valeurs et les modes de vie du pays d'accueil. Dans les années 2010, les vagues d'attentats terroristes perpétrés et revendiqués par des mouvements islamistes ont attisé les sentiments hostiles à l'égard des musulmans. Et depuis le 7 octobre 2023, la tragédie de Gaza a

permis à l'extrême droite, en prenant fait et cause pour le gouvernement israélien, de réactiver les sentiments anti-musulmans et de se laver du procès d'antisémitisme, renvoyé vers la gauche radicale, accusée de sympathie pour le Hamas et d'indulgence à l'égard des nouvelles formes d'antisémitisme.

Si la méfiance à l'égard de l'islam n'épargne aucune catégorie de la population, il reste un marqueur net de l'extrême droite[8]. Dans les pays européens où la social-démocratie était demeurée puissante jusqu'il y a peu, les mouvements d'extrême droite se sont constitués, ou ont consolidé leurs bases historiques, en jouant principalement sur le ressort de l'islamophobie. En Espagne, le parti Vox entonne les thèmes du « choc des civilisations » et du « grand remplacement », et brandit la défense de la « civilisation chrétienne » comme un rempart contre le danger de l'islamisation de la société, et au Portugal, le parti Chega s'inscrit dans la même veine. Ces thèmes se retrouvent au cœur de la rhétorique des partis d'extrême droite dans les pays de culture protestante, comme le montrent les plateformes idéologiques du Parti populaire danois (DFP), du Parti des Vrais Finlandais, de Parti du progrès de Norvège (FrP) et des Démocrates de Suède (SD)[9].

La droite traditionnelle s'est, au cours des dix dernières années, inscrite de plus en plus clairement dans ce sillon, en réactivant sa tradition la plus radicale. Depuis la fin du XIX^{e} siècle, les droites classiques ont toujours tenté d'imposer les enjeux de sécurité publique au cœur des débats, en jouant sur la peur des pauvres, réputés, selon elles, comme violents et déviants, et de thématiser les questions sociales sous l'angle de la concurrence entre travailleurs et « assistés ». En Belgique, le parti d'extrême droite flamand Vlaams Belang sélectionne les statistiques carcérales ou les chiffres du chômage où les étrangers sont surreprésentés pour induire de cette corrélation une explication : l'insécurité et la hausse des dépenses sociales sont principalement le fait des « immigrés », en particulier musulmans. Le Mouvement réformateur belge, parti issu de la droite libérale traditionnelle, recourt depuis quelques années aux mêmes ficelles rhétoriques. Ce qui était encore implicite ou indirect chez Reagan, Thatcher, Berlusconi ou Sarkozy est désormais un discours ouvertement assumé par les nouvelles droites.

Du néolibéralisme au néopoujadisme

Sur le plan économique, l'extrême droite européenne s'est longtemps inscrite dans le sillage de la révolution conservatrice incarnée par Reagan et Thatcher, dont elle a épousé le néolibéralisme. La critique de « l'assistanat », thème récurrent de la droite depuis la dénonciation du « droit au travail » par Tocqueville en 1848, était devenue ensuite un élément central de la rhétorique réactionnaire des années 1930, et elle fut réactivée par Reagan à la fin des années 1970[10]. Elle repose sur l'idée que la classe moyenne est victime d'une « rage taxatoire » et d'une « inflation

réglementaire » qui ne protègent que les rentes dont bénéficient les « privilégiés » que seraient les fonctionnaires, les travailleurs syndiqués, les chômeurs, ou encore les professions « oisives et subsidiées » du monde de la culture et de l'enseignement. Le thème étant profondément enraciné dans la culture politique européenne, l'extrême droite s'en est emparé, arguant que ce n'est pas seulement l'oisif qui profite du système de protection sociale et des services publics, mais aussi l'étranger – ce que Reagan sous-entendait déjà en pointant la figure de la « reine des allocations », généralement dépeinte sous les traits d'une femme noire[11]. Aux salariés et petits indépendants cantonnés dans des emplois mal considérés et mal rémunérés, et à la classe ouvrière, dont la sécurité de l'emploi est mise à mal par la désindustrialisation, l'extrême droite offre une explication et une solution simples : les « vagues migratoires » créent de nouvelles concurrences dans l'accès à l'emploi et à la protection sociale, et la réponse ne peut venir que de l'établissement d'une « préférence nationale » ou d'une « priorité nationale » selon le nouveau langage du Rassemblement national (RN).

Si la critique de l'assistanat est restée le cœur de la vision économique de l'extrême droite, d'autres composantes de son néolibéralisme ont évolué. Tout en restant très attachée aux dogmes néolibéraux de l'austérité et de l'orthodoxie budgétaire, elle a compris le bénéfice qu'elle pouvait tirer de l'abandon par la droite traditionnelle de l'*ethos* social que l'on trouvait naguère dans le gaullisme ou la démocratie-chrétienne. Face à une droite épousant désormais sans réserve les thèses libérales de la mondialisation financière, et assumant la logique de la « destruction créatrice », l'extrême droite a réactivé les ressorts du poujadisme. En prenant la défense des petites et moyennes entreprises (PME), des artisans et des métiers menacés par la globalisation et les multinationales, elle s'est présentée comme une alternative à la mondialisation libérale. Ses critiques se sont centrées sur l'intégration européenne, accusée de nourrir l'inflation réglementaire et de promouvoir le libre-échange globalisé, aux dépens de l'économie nationale. Dans le même temps, l'extrême droite a atténué sa critique de l'État-providence, et proposé des mesures censées protéger les salariés fragilisés et les petits indépendants (comme les exonérations de charges pour les entreprises qui augmentent les salaires).

Il ne s'agit cependant pas d'un « tournant social », comme on l'écrit parfois trop rapidement. En France, comme en Italie ou dans la péninsule ibérique, l'extrême droite reste hostile aux mesures qui touchent à la distribution des revenus (comme la hausse du Smic ou l'indexation des salaires sur l'inflation), ou aux rentes du capital (comme le contrôle des loyers ou la taxation de la fortune). Elle n'accepte les mesures redistributives que de manière marginale (baisse de la TVA ou révision des droits de succession), mais elle est parvenue, grâce à une grande plasticité idéologique, à marier ses thèmes traditionnels (la critique de l'intégration européenne et de la mondialisation), les dogmes libéraux (l'orthodoxie budgétaire et la défense de la liberté des entreprises), et des

réponses aux demandes d'augmentation du pouvoir d'achat, qui ne touchent pas à la distribution primaire des revenus et n'affectent que marginalement la redistribution fiscale. Ce positionnement opportuniste lui permet de ne pas laisser à la gauche radicale le monopole de la critique du néolibéralisme, et de cibler à la fois la droite traditionnelle et la gauche social-démocrate, présentées comme deux variantes d'une même adhésion à l'intégration européenne et à la globalisation commerciale et financière.

Du climatoscepticisme à « l'écologie du bon sens »

Les enjeux liés à la transition climatique ont offert à l'extrême droite un autre terrain de renouvellement programmatique, qui s'est étendu ensuite à la droite traditionnelle. Lorsque la question climatique est entrée dans le débat public, l'extrême droite s'est contentée de se rallier au camp des climatosceptiques. L'adhésion croissante des opinions publiques au constat de l'origine humaine des dérèglements climatiques et le soutien de plus en plus large à la nécessité de politiques publiques environnementales[12] l'ont contrainte à faire évoluer sa position. Ce qui était une contrainte s'est avéré une opportunité. Les normes environnementales ont, à ses yeux, tous les défauts : elles constituent une atteinte aux libertés (de rouler en voiture, de manger à sa guise, de voyager en avion…), elles ruinent les traditions ancestrales (en particulier les habitudes alimentaires) et abîment les paysages (défigurés par les éoliennes), elles sont façonnées par des élites scientifiques, technocratiques et politiques qui ignorent les réalités populaires, et elles sont imposées par des instances internationales et européennes bureaucratiques et lointaines. À cette « écologie punitive », l'extrême droite oppose une « écologie du bon sens[13] », mélange de croyance aveugle dans la technologie, en particulier le nucléaire, et de défense des terroirs et de leur diversité, des traditions et des métiers. Elle fait preuve, ici aussi, d'une grande plasticité idéologique : la question du bien-être animal est ignorée quand il s'agit de défendre des traditions ancrées dans les territoires, comme la tauromachie ou la chasse, ou de défendre les intérêts de l'élevage industriel, mais elle est brandie comme un bouclier contre la « menace islamique » quand il s'agit de s'opposer à l'abattage rituel. La défense de la biodiversité est mobilisée dans l'opposition aux éoliennes, mais oubliée quand il s'agit de développer la filière nucléaire ou de soutenir l'agriculture intensive contre les normes environnementales européennes.

L'opposition à la transition climatique constitue un nouveau canal de convergences entre la droite traditionnelle et l'extrême droite, et le lieu d'un réalignement idéologique central, parce qu'elle permet de réactiver tous les clivages constitutifs de la rhétorique conservatrice (le peuple contre les élites, la nation contre l'Europe, le terroir contre les métropoles, la diversité contre la standardisation, la méfiance à l'égard des scientifiques et la fascination pour les ingénieurs, la liberté contre la norme…)[14]. Face à cette OPA de l'extrême droite sur ses thèmes de prédilection, la

droite lui a emboîté le pas.

Du patriarcat à la transphobie

La question des rapports de genre constitue un quatrième axe du réalignement des positions de la droite classique et de l'extrême droite. Historiquement, l'extrême droite s'est d'abord contentée de s'inscrire dans la ligne conservatrice traditionnelle, la vision patriarcale ancestrale qui postule l'existence d'un ordre « naturel », fondé sur la différence entre deux genres stables, et une répartition différenciée des rôles au sein de la cellule familiale. Toute configuration déviant de cette vision patriarcale, qu'il s'agisse de l'homosexualité, des couples hétérosexuels revendiquant l'égalité dans leur relation, de l'interruption volontaire de grossesse ou de la procréation pour autrui, était stigmatisée[15]. Cette vision du monde était encore au centre des mobilisations contre le mariage pour tous en France, où la défense de la famille traditionnelle permettait de réactiver les réflexes homophobes. Chez les conservateurs américains, et dans nombre de partis d'extrême droite du Sud ou de l'Est européen, l'homophobie, la défense du modèle familial traditionnel et l'exaltation de la *trad wife* demeurent vivaces. Le parti d'extrême droite Vox est d'ailleurs né de la rébellion d'une partie des cadres du Parti populaire contre la ligne considérée comme trop modérée de leur parti en ce qui concerne les droits des couples homosexuels et l'interruption volontaire de grossesse (IVG)[16].

Mais une partie de l'extrême droite européenne a *en apparence* fait évoluer ses positions sur ces thèmes, tenant compte, comme pour le racisme, de l'évolution des valeurs. Le renouvellement des générations et l'élévation du niveau d'études favorisent des attitudes plus tolérantes, tout comme la transformation des rapports entre les genres dans le monde du travail et dans la vie sociale. Ceci a conduit l'extrême droite à un triple mouvement. Le premier consiste en un recentrage, qui se manifeste par exemple dans le fait qu'une partie des élus du RN aient voté en faveur de la constitutionnalisation de l'IVG, et que le gouvernement de Giorgia Meloni, tout en multipliant les manœuvres pour limiter l'accès à l'IVG dans la pratique, n'ose pas s'attaquer à la loi qui en établit le principe. Le deuxième mouvement, plus large, se traduit par la volonté d'instrumentaliser les thèmes féministes dans le prisme islamophobe. Dès les années 2000, Geert Wilders, le leader de l'extrême droite néerlandaise, issu de la droite libérale, instrumentalisa la défense des droits des femmes et des personnes homosexuelles pour stigmatiser les musulmans, accusés de menacer le mode de vie, les libertés et les valeurs des Européens. Cet *aggiornamento*, largement imité par les autres partis d'extrême droite d'Europe occidentale, lui a permis de se laver des accusations de sexisme et d'homophobie, et a contribué à diffuser les thèmes islamophobes dans les représentations collectives, y compris dans une partie de la gauche, inquiète des atteintes portées par les communautés musulmanes aux « valeurs de la laïcité ». Troisième mouvement, le thème de

la défense de « l'ordre naturel » s'est déplacé, en glissant de l'homophobie vers la transphobie[17]. Si l'homosexualité est de plus en plus largement acceptée dans les sociétés européennes[18], les craintes que suscitent les transformations du genre demeurent, et l'extrême droite européenne, s'inspirant du conservatisme américain, a trouvé dans la figure de la personne transgenre une nouvelle incarnation de la « menace contre l'ordre naturel ». Les attaques en règle contre l'écriture inclusive ou contre les programmes d'éducation à la vie sexuelle et affective puisent aux mêmes sources : une gauche « wokiste », éduquée et urbaine, est accusée de menacer les valeurs populaires en tentant d'effacer l'ordre patriarcal et d'imposer une vision libertaire et non genrée de la sexualité ou de l'orthographe. Dans cette nouvelle croisade, l'extrême droite trouve à nouveau des relais dans la droite traditionnelle, laïque ou religieuse – et même, alliance improbable, dans les franges les plus conservatrices de l'islam européen. Que le dernier livre du nouveau Premier ministre belge, le nationaliste Bart De Wever, dont le parti appartient à la même famille politique que le parti de Giorgia Meloni, soit un plaidoyer contre le « wokisme » est une illustration parmi beaucoup d'autres de ces affinités électives.

Du néofascisme à la démocratie illibérale

Même si elle ne remet plus ouvertement en cause le régime libéral, l'extrême droite contemporaine nourrit une vision autoritaire du pouvoir, où tout ce qui fait obstacle à une relation directe entre le leader et le peuple doit être écarté. Cela permet de ne pas heurter le soutien des opinions publiques à la démocratie et à l'État de droit, tout en répondant à l'aspiration à un pouvoir fort, tendances en apparence contradictoires, mais qui coexistent dans la politique européenne contemporaine[19]. Elle permet aussi de s'accommoder des demandes croissantes de participation directe des citoyens, dont témoignait par exemple la demande d'instauration d'un référendum d'initiative citoyenne (RIC) par le mouvement des « gilets jaunes ».

Cette conception du pouvoir réactive un vieux canon conservateur : le leader fort, s'appuyant directement sur les aspirations populaires, affronte les élites, diplômées et urbaines, qui monopolisent la représentation politique et la bureaucratie – ce qui permet de faire oublier au passage que les leaders d'extrême droite sont, la plupart du temps, eux-mêmes issus des élites diplômées et fortunées. Le régime de « démocratie illibérale » construit au fil des ans par Viktor Orbán, et dont Giorgia Meloni est l'épigone la plus zélée, sert de modèle. S'appuyant sur une vaste majorité sociale, le leader prend de front toutes les institutions qui font obstacle à la mise en œuvre de son programme : les magistrats, la presse libre, les intellectuels et les artistes, les syndicats, les ONG et les associations de la société civile, les pouvoirs locaux… Autant de manifestations du pouvoir des élites « cosmopolites », accusées de souffrir d'un complexe de « supériorité morale » et de vouloir imposer leur vision du monde contre les aspirations populaires.

Cette rhétorique est d'autant plus efficace qu'elle a des racines profondes et variées – elle fait autant écho à la culture révolutionnaire dressée contre le pouvoir aristocratique qu'aux critiques gaulliennes du règne des partis – et qu'elle entre parfaitement en résonance avec le désir de communion populaire des mouvements nationalistes.

La doctrine internationale et européenne de l'extrême droite prolonge cette conversion à la « démocratie illibérale ». Tout en nourrissant une méfiance diffuse à l'encontre des institutions multilatérales, au plan global et européen, l'extrême droite a compris tout le parti qu'elle pouvait tirer d'un *aggiornamento* de sa position historique. Le soutien croissant à l'intégration européenne, jusque dans ses propres rangs[20], l'a contrainte à renoncer à sa volonté affirmée de sortir de l'Union et à défendre plutôt le projet de la refaçonner de l'intérieur. Les échanges entre leaders d'extrême droite, réunis dans des familles politiques aux contours flous, mais aux ennemis communs – la gauche, les écologistes et les libéraux – ont favorisé cette convergence. Le renforcement de leur poids dans les institutions de l'Union et leur influence croissante sur la droite traditionnelle leur permettent de dessiner les contours d'une Europe politique fondée sur le concert des nations, et prenant la défense des valeurs chrétiennes traditionnelles contre les menaces que font planer l'islam et la mondialisation[21]. Une Europe forteresse, dirigée par des leaders nationalistes forts, protégeant ses frontières contre les vagues migratoires venant du monde arabe et d'Afrique subsaharienne, abandonnant les politiques environnementales des élites libérales, sert ainsi de ciment aux extrêmes droites européennes – qui ont d'autant plus besoin de cette communauté imaginaire qu'elles restent divisées par ailleurs, entre alliés des États-Unis et russophiles, ou entre défenseurs du libre-échange et avocats du protectionnisme.

Comment l'extrême droite a élargi son espace électoral

La synthèse idéologique de la deuxième révolution conservatrice apparaît, avec le recul, comme l'aboutissement d'un processus entamé de longue date. Au XIX^{e} siècle déjà, les droites conservatrice et réactionnaire partageaient de nombreux points communs, dont la critique de l'assistanat et l'exaltation du sentiment national forment la basse continue. Sur fond de convergences historiques, on a vu au cours des deux dernières décennies les deux droites gommer progressivement leurs différences, et aligner leurs positions autour de thèmes anciens (comme les migrations, la sécurité ou la critique de l'État social) ou de préoccupations contemporaines (comme la transition climatique, les débats sur le genre ou les transformations de l'ordre global). La stigmatisation des pauvres et des étrangers demeure centrale dans cette reconfiguration idéologique, et elle explique l'élargissement continu de l'espace électoral des droites. Elles ne dénoncent plus aujourd'hui « l'étranger qui vole le pain des Français », ou le « travailleur immigré qui prend nos emplois », comme le faisait l'extrême droite dans les décennies d'après-guerre. Elles

déclinent désormais ce prisme à toutes les dimensions de l'existence qui, bien au-delà de l'emploi, définissent la position des individus dans les hiérarchies sociales, et qui touchent autant les domaines de la reproduction que ceux de la production[22]. La mise en concurrence des nationaux et des « étrangers » est élargie au choix du lieu de vie et du logement, à l'accès à l'école et aux services publics, au bénéfice des aides sociales. Ce mouvement d'extension idéologique permet de toucher des groupes sociaux plus larges. Faire de l'étranger une menace pour la sécurité physique et pour l'emploi avait permis de séduire des électeurs issus des milieux populaires, dans des régions affectées par la crise industrielle et la dégradation urbaine. Le présenter de surcroît comme un profiteur qui abuse des aides sociales a permis de toucher des travailleurs à faibles revenus qui ont le sentiment de payer trop d'impôts tout en bénéficiant trop peu des services publics. Élargir encore le spectre en faisant de l'étranger un concurrent dans la lutte pour des ressources publiques de plus en plus rares, comme le logement, les crèches et les écoles, aide à rallier des électeurs de la classe moyenne, qui bénéficient d'emplois stables et sûrs, mais dont les revenus les cantonnent aux quartiers périurbains, où ils souffrent de la dégradation des services publics.

Cette évolution politique reflète des transformations sociales et territoriales de longue durée. La tripartition de la société, séparant les classes moyennes, les classes aisées et les milieux populaires, s'est de plus en plus inscrite dans l'espace. Schématiquement, on assiste en Europe comme aux États-Unis à des évolutions lentes qui voient les stratifications sociales dominer les logiques territoriales : la classe moyenne supérieure, à niveau de diplôme et de revenu élevé, habite les quartiers les plus protégés des centres-villes et des aires périurbaines ; les milieux populaires sont cantonnés aux banlieues et aux quartiers urbains dégradés ; les classes moyennes se situent entre ces deux types de territoire, dans des zones périurbaines peu desservies par les services publics et les commerces de proximité. L'extrême droite a compris le ressort qu'elle pouvait tirer de cette tripartition sociale et territoriale, en réactivant une critique des profiteurs à double détente, issue elle aussi de la droite traditionnelle[23]. Aux citoyens « coincés » dans des emplois peu valorisés et peu rémunérateurs, et assignés à résidence dans des territoires abîmés, elle explique que leur sort est dû à la fois à la concurrence des élites sociales – les rentiers qui ne paient pas assez d'impôts, les citadins et les étrangers qui font monter le prix des logements en achetant des résidences secondaires dans les zones rurales – et à celle des étrangers qui habitent les quartiers voisins et les concurrencent dans l'accès au logement, aux crèches et aux écoles.

Cette synthèse idéologique permet d'agréger les groupes sociaux disparates, en leur donnant le sentiment que, parce qu'ils appartiennent au groupe culturel majoritaire, ou qu'ils s'y sont ralliés par la force de leur travail et leur assimilation culturelle, ils peuvent regagner du pouvoir dans la lutte toujours plus âpre pour les ressources publiques. Le cas français est, ici encore, emblématique.

L'électorat du RN est de plus en plus diversifié en termes d'origine sociale, d'orientation religieuse, de statut professionnel ou d'appartenance territoriale. Le noyau historique, issu de la frange réactionnaire de la vieille bourgeoisie catholique, demeure au cœur de l'électorat du RN, même si elle y est désormais numériquement très minoritaire[24]. Dans les territoires frappés par la désindustrialisation et la crise urbaine, le RN séduit une partie de la classe ouvrière déclassée, déçue par les expériences de la gauche au pouvoir. Dans les régions périurbaines frappées par une forte pression foncière, il draine une partie de la classe moyenne. En Provence-Alpes-Côte d'Azur (PACA) par exemple, le RN gagne le soutien de ménages imposables, qui travaillent dans des secteurs stables et peu délocalisables, propriétaires de leurs logements, mais à revenus moyens et à faible niveau de diplôme[25].

Alors que la droite et l'extrême droite avaient naguère un électorat majoritairement masculin, ce « gender gap » se réduit au fil des scrutins[26], autant en Europe qu'aux États-Unis, et même les personnes LGBT, qui votaient traditionnellement pour la gauche, peuvent désormais se rallier à l'extrême droite. Les personnes issues de l'immigration, dont l'ascension sociale avait été portée par le travail et les services publics, et dont les voix se portaient massivement à gauche, peuvent elles aussi être séduites par le discours de l'extrême droite, en particulier quand il oppose les « bons étrangers », Européens, de culture chrétienne, installés de longue date et intégrés au « mode de vie européen », aux musulmans, accusés de profiter des aides sociales sans contribuer à la prospérité collective, et de refuser de s'assimiler à la culture dominante, voire de chercher à imposer leurs convictions religieuses et les traditions familiales et culturelles qui y sont associées.

Au-delà de tout ce qui les différencie, ces groupes sociaux ont en commun un sentiment de fragilité, et l'impression de se retrouver pris en tenaille entre l'élite d'un côté et les groupes sociaux déclassés d'un autre côté. Coincés dans des professions et des territoires peu valorisés socialement, convaincus de contribuer beaucoup et de recevoir peu, ils souffrent de la difficulté croissante à sortir de leur condition, contrairement aux générations précédentes, voire de la crainte de tomber dans les groupes sociaux inférieurs. Les transformations éducatives des deux dernières décennies jouent un rôle central dans ces évolutions. Les difficultés scolaires rencontrées par une grande partie des jeunes issus des milieux populaires et des classes moyennes nourrissent le rejet des élites dont se nourrit l'extrême droite : les enseignants, éducateurs, acteurs culturels, journalistes constituent des cibles idéales du ressentiment populaire, parce qu'ils apparaissent comme des instances moralisatrices, tout en étant incapables de réduire les fractures culturelles entre groupes sociaux. Par ailleurs, l'élévation générale du niveau de formation et la démocratisation de l'accès à l'enseignement supérieur n'ont pas tenu leurs promesses d'ascension sociale. La survalorisation des diplômes nourrit le sentiment, dans de nombreux secteurs professionnels où le savoir-faire s'acquiert dans le cadre de la pratique du

métier, que les emplois ouvriers et artisanaux traditionnels sont socialement dévalués[27]. Et dans le même temps, les personnes issues des milieux populaires qui ont fourni d'immenses efforts pour acquérir un diplôme de l'enseignement supérieur constatent que ce précieux sésame ne suffit pas pour sortir de leur condition – en France, seuls 30% des personnes qui ont un diplôme d'études supérieures font partie des classes supérieures[28].

Comment la gauche peut reprendre l'offensive

La gauche ne devrait pas avoir de tâche plus urgente que de comprendre ces évolutions et de trouver la manière de reprendre l'offensive. La pratique du pouvoir par la droite radicale montre en effet que, non seulement elle affecte lourdement les intérêts des travailleurs à faibles revenus et des groupes sociaux les plus vulnérables[29], mais qu'elle érode en outre les fondements cardinaux de nos démocraties[30].

Face à la progression continue de l'extrême droite, la gauche s'est longtemps trouvée désemparée. En Europe comme aux États-Unis, les observateurs insistent souvent sur les mutations de l'espace public pour expliquer ce phénomène. La multiplication des médias et réseaux sociaux financés par des milliardaires proches de l'extrême droite, et recrutant des journalistes, influenceurs et « intellectuels » favorables à ses thèses, contribue à diffuser et banaliser leurs thèmes. Cette sphère médiatique réactionnaire monte en épingle tout événement local qui permet d'alimenter l'idée que les étrangers en général, et les musulmans en particulier, sont responsables de l'insécurité, de la raréfaction des ressources publiques et de la mise en cause du « mode de vie européen ». L'affaiblissement des références de classes et l'individualisation des représentations et des valeurs, atténuant la force du clivage gauche-droite, offrent un contexte favorable à ce mode de politisation, reposant sur la recherche de causes et de solutions plus individuelles ou culturelles que sociales.

Ces évolutions sont incontestables, mais elles ne doivent pas occulter le fait que la croissance de l'extrême droite a des causes plus profondes. Ce que la deuxième révolution conservatrice nous révèle, c'est le fait que la crise du néolibéralisme, lancinante depuis deux décennies, ne conduit pas à un basculement mécanique vers la gauche, mais au contraire vers une droitisation accrue de l'offre politique, tant sur le plan socio-économique que sur le plan des valeurs morales. Après la crise financière de 2008, signe de la faillite du modèle néolibéral de la mondialisation financière, dont l'ampleur n'a pu être limitée que par une vigoureuse action de l'État, on aurait pu penser que le balancier allait durablement retourner vers la gauche, mais cela ne s'est pas produit. La crise climatique, qui constitue de l'aveu même d'économistes libéraux[31], l'échec de marché le plus manifeste que le capitalisme ait connu, aurait pu remettre au goût du jour des méthodes de

planification écologique et sociale inspirées de la gauche, mais cela ne s'est pas produit non plus. La crise du Covid-19, la plus grave crise sanitaire de l'histoire contemporaine, a elle aussi montré toute l'importance de l'intervention publique et de la Sécurité sociale pour affronter les problèmes mondiaux, mais « le monde d'après » a vite pris les allures d'un retour à l'ordre libéral des choses.

Cette difficulté à réaffirmer la nécessité des politiques de gauche, fondées sur l'action collective et la solidarité, ne devrait pas nous surprendre. La « grande transformation » des années 1930 nous rappelle que la crise mondiale du libéralisme ne conduit pas automatiquement à un retour vers la gauche, mais engendre deux types de réactions, diamétralement opposées. D'une part, une réponse démocratique et sociale, incarnée dans les années 1930 par le mouvement ouvrier européen et le *New Deal* de Roosevelt ; mais d'autre part, un projet autoritaire et nationaliste, s'appuyant sur les grands monopoles industriels et financiers, incarné par les mouvements fascistes européens[32]. La crise contemporaine du néolibéralisme est en quelque sorte une réédition de ce grand écart : l'échec patent des politiques du libre marché ouvre une ère de concurrence entre un projet de gauche, actualisant les méthodes social-démocrates qui se sont diffusées à travers toute l'Europe au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, et un projet de droite radicale, modernisant les méthodes nationalistes et autoritaires des extrêmes droites européennes de l'entre-deux-guerres.

Pour le moment, et malgré la relative bonne santé de la gauche espagnole et les quelques embellies des gauches nordiques, la confrontation tourne majoritairement à l'avantage d'un bloc conservateur où droites et extrêmes droites convergent et parviennent à former des coalitions majoritaires dans un nombre croissant de pays européens. À l'exception notable de la social-démocratie danoise, qui s'est réaffirmée dans une synthèse improbable entre des valeurs sociales classiques et un tournant conservateur sur les thèmes liés aux migrations et à l'identité nationale, aucun parti de gauche n'a gagné en tentant de répondre à l'extrême droite sur son terrain. Certains partis de gauche, en reprenant à leur compte des propositions de fermeture des frontières ou de déchéance de la nationalité, ont plutôt contribué à banaliser ces préjugés et structurellement favorisé ceux qu'ils prétendaient combattre[33]. Les partis de gauche radicale, et la frange la plus progressiste des démocrates américains incarnée par Bernie Sanders et Alexandria Ocasio-Cortez, ont tenté, quant à eux, de coaliser les groupes sociaux victimes du néolibéralisme en polarisant l'espace politique contre une élite financière qualifiée, à juste titre, d'oligarchie. Ce faisant, ils offrent potentiellement une alternative de gauche à la critique réactionnaire des élites. Mais l'extrême droite bénéficie de ce point de vue de deux avantages stratégiques. D'une part, elle peut jouer sur un double ressentiment, dirigé contre les élites culturelles, d'un côté, et contre les pauvres et les étrangers, de l'autre. D'autre part, en modérant sa critique des élites financières, qui est son premier soutien, l'extrême droite évite de prendre de front l'aspiration à la réussite

matérielle qui traverse une large part des milieux populaires, et que nourrissent les réseaux sociaux et leurs influenceurs[34]. Ces deux avantages expliquent que la polarisation contre l'oligarchie ne suffit pas pour former un mouvement social majoritaire.

La gauche, si elle ne veut pas se contenter de résultats qui la confinent dans l'opposition ou de participations gouvernementales brèves et sans lendemain, doit retrouver dans sa propre histoire les sources d'un renouveau capable d'offrir une réponse à la crise du néolibéralisme. Cela implique d'abord d'assumer une perspective clairement ancrée dans l'idée du progrès. Là où la droite offre des cibles expiatoires aux victimes du marché, la gauche doit offrir des perspectives claires d'émancipation culturelle et de progrès matériel, qui répondent à toutes celles et tous ceux – et ils et elles sont majoritaires – qui aspirent à voir s'améliorer leurs conditions de vie et la considération dont il font l'objet. L'électorat du RN a de nombreux points communs avec celui de La France insoumise (LFI), mais ce qui les distingue, c'est la confiance dans un avenir meilleur, qui demeure l'apanage de la gauche[35].

Cela implique ensuite de saisir les opportunités qu'offre pour la gauche le tournant réactionnaire actuel. Le grand *backlash* conservateur qui frappe les droits des femmes et des LGBTI+, la liberté d'expression et de création, ouvre une ère de reconquête par la gauche des combats pour les libertés publiques. Le retour en arrière climatique, le nouvel impérialisme russe et américain et la tragédie de Gaza appellent un double sursaut européen, géopolitique et climatique, qui peut rallier une large part des publics les plus jeunes, largement mobilisés sur ces enjeux. Mais cela ne peut suffire, d'autant que l'on sait d'expérience toute la difficulté à articuler ces luttes entre elles.

Si elle veut sortir de son isolement, la gauche doit tirer les leçons du passé. Au tournant des années 1990 et 2000, face à l'essoufflement du néolibéralisme, la social-démocratie européenne a cherché à se renouveler en occupant le terrain des libertés publiques et en épousant le modèle libéral de la mondialisation, présenté comme un horizon de progrès. Mais la vague rose nourrie par cette stratégie fut de courte durée, et elle a, à long terme, aggravé la crise d'identité de la gauche[36]. Ce que l'histoire enseigne, c'est que la gauche ne peut pas gagner durablement en ne s'appuyant que sur les classes moyennes et les gagnants de la mondialisation. Seule une alliance durable des milieux populaires et des classes moyennes, ancrée dans une perspective d'émancipation qui transcende les différences entre les groupes sociaux, peut accéder au pouvoir et mener les politiques favorables au plus grand nombre, qui lui permettent de s'y maintenir durablement et de transformer la société en profondeur[37].

1. Johann Chapoutot, *Les Irresponsables, Qui a porté Hitler au pouvoir ?*, Paris, Gallimard, 2025.
2. Pour une synthèse de ces évolutions, régulièrement remise à jour, voir « Quels sont les pays gouvernés par l'extrême

droite ? », Touteleurope.eu, page consultée le 6 juin 2025.

3. Voir le numéro spécial de La vie des idées, « Ce que l'extrême droite fait au monde », 5 juillet 2024.
4. Raffaele Fitto, membre du parti Fratelli d'Italia de Giorgia Meloni, est vice-président de la Commission européenne en charge de la cohésion et des réformes.
5. Enzo Traverso, *Les nouveaux visages du fascisme*, Paris, Textuel, 2017.
6. Vincent Tiberj, *La droitisation française, Mythe et réalités*, Paris, PUF, 2024.
7. Même si des candidats du Rassemblement national (RN) ont continué de tenir des propos racistes, xénophobes et antisémites lors de la campagne pour les élections législatives de juin-juillet 2024, et si des députés et cadres du RN n'ont pas hésité à relayer des propos racistes et antisémites sur les réseaux sociaux. Voir à cet égard « Le RN a demandé à ses députés de quitter tous les groupes Facebook relayant des propos racistes et antisémites », *Le Monde* avec AFP, 17 juin 2025 ; Fabrice Arfi et Antton Rouget, « Racisme, antisémitisme et homophobie : les écrits de la députée censée diaboliser le RN », Mediapart, 16 juin 2025.
8. En 2024, les Français ne sont plus « que » 62% à considérer que les musulmans forment « un groupe à part dans la société », mais ils sont encore 77% à le penser parmi les électeurs de Marine Le Pen, 79% parmi ceux de Valérie Pécresse et 91% parmi ceux d'Éric Zemmour, contre 40% pour les soutiens de Jean-Luc Mélenchon, 52% pour ceux de Fabien Roussel, et 58% pour ceux de Yannick Jadot et d'Emmanuel Macron. Cf. Luc Rouban, *Les ressorts cachés du vote RN*, Paris, Presses de Sciences Po, 2024, p. 31.
9. Ugo Ruiz, « Le virage nationaliste en Suède », La vie des idées, 28 mai 2024.
10. Albert O. Hirschman, *Deux siècles de rhétorique réactionnaire*, Paris, Fayard, 1991.
11. Thomas Frank, *Pourquoi les pauvres votent à droite*, Paris, Éditions Agone, 2013.
12. Eurobaromètre 538, *Soutien du public à l'action pour le climat*, Bruxelles, Commission européenne, mai-juin 2023.
13. Zoé Carle, « « L'écologie à l'endroit », ou l'extrême droite face à la question écologique », dans Ugo Palheta (dir.), *Extrême droite : la résistible ascension*, Paris, Éditions Amsterdam, 2024.
14. J'ai développé ce point plus longuement dans Paul Magnette, « Un puissant désir de protection. L'Europe face à la question naturelle », *Esprit*, avril 2024.
15. Sur les racines intellectuelles de ce courant, voir Val Plumwood, *Le féminisme et la maîtrise de la nature*, Paris, Éditions Dehors, 2024.
16. Víctor Albert-Blanco, *La religion dans la nouvelle extrême droite espagnole*, La vie des idées, 24 avril 2024.
17. Cassandre Begous et Fanny Gallot, « Genre et extrême droite », dans Ugo Palheta (dir.), *op. cit.*
18. Eurobaromètre, *Discrimination in the European Union*, Commission européenne, avril-mai 2023.
19. *L'état de la démocratie en 2024*, enquête Ipsos, 12 novembre 2024.
20. En France en 2024, seules 14% des personnes interrogées se disaient favorables à la sortie de l'UE, et si le score des électeurs du RN était plus du double (31%), il restait largement minoritaire. Cf. Luc Rouban, *op. cit.*, p. 104.
21. Chloé Ridel, *D'une guerre à l'autre, L'Europe face à son destin*, La Tour d'Aigues, Éditions de l'Aube, 2022.
22. Félicien Faury, *Des électeurs ordinaires, Enquête sur la normalisation de l'extrême droite*, Paris, Seuil, 2024.
23. Michel Feher, *Producteurs et parasites, L'imaginaire si désirable du Rassemblement national*, Paris, La Découverte, 2024.
24. Luc Rouban, *op. cit.*
25. Félicien Faury, *op. cit.*
26. Abdelkarim Amengay, Anja Durovic et Nonna Mayer, « L'impact du genre sur le vote Marine Le Pen », *Revue française de science politique*, 2017, vol. 67, n°6, pp. 1067-1087.
27. Luc Rouban (*op. cit.*) rappelle que 83% des Français considèrent en 2023 que l'on accorde trop de poids au diplôme. Ce thème était aussi central dans l'analyse du malaise démocratique britannique de David Goodhart, dans *Les deux clans : la nouvelle fracture mondiale* (Paris, Éditions Les Arènes, 2019) et dans celle du cas américain par Michael Sandel dans *La tyrannie du mérite. Qu'avons-nous fait du bien commun ?* (Paris, Albin Michel, 2021).
28. Luc Rouban, *op. cit.*, p. 100.

29. Cf. l'analyse comparée de soixante pays, au long du siècle écoulé, menée par Manuel Funke, Moritz Schularick et Christoph Trebesch, « Populist Leaders and the Economy », *American Economic Review*, 2023, vol. 113, n°12, pp. 3249-3288.
30. Cf. l'analyse comparée entre Europe et États-Unis de Cas Mudde, « The Far-Right Threat in the United States: A European Perspective », *Annals of the American Academy of Political and Social Science*, 2022, vol. 699, n°1, pp. 101-115.
31. Nicholas Stern, *A Blueprint for a Safer Planet, How to Manage Climate Change and Create a New Era of Progress and Prosperity*, Londres, The Bodley Head, 2009.
32. Karl Polanyi, *La Grande Transformation. Aux origines politiques et économiques de notre temps*, Paris, Gallimard, 1983.
33. Michaël Foessel, Étienne Ollion, *Une étrange victoire. L'extrême droite contre la politique,* Paris, Seuil, 2024.
34. Pablo Stefanoni, *La rébellion est-elle passée à droite ?*, Paris, La Découverte, 2022.
35. Luc Rouban, *op. cit.*
36. Fabien Escalona, *La reconversion partisane de la social-démocratie européenne : du régime social-démocrate keynésien au régime social-démocrate de marché,* Paris, Dalloz, 2018.
37. Benjamin Radcliff, *The Political Economy of Human Happiness: How Voter's Choices Determine the Quality of Life*, Cambridge, Cambridge University Press, 2013.